

AVIS D'AUTORISATION

AVIS AUX USAGERS DE PERMAX® AUTORISATION DU RECOURS COLLECTIF PERMAX®

Cet Avis comporte des informations qui devraient vous intéresser. Veuillez le lire attentivement.

LE RECOURS COLLECTIF

Cet Avis vise tous les individus qui ont consommé le Permax® (connu sous le nom de pergolide mesylate), un médicament antérieurement prescrit au Canada pour le traitement de la maladie de Parkinson ainsi que d'autres maladies.

Un recours national est pendant devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario recherchant une condamnation monétaire reliée au prétendu « comportement compulsif/obsessif, incluant le jeu pathologique » résultant de l'usage du médicament Permax®.

LE JUGEMENT D'AUTORISATION

La Cour supérieure de l'Ontario a autorisé un recours collectif national contre Eli Lilly Canada Inc., Eli Lilly & Company et Shire Canada Inc. (anciennement Shire Biochem Inc.) ayant trait au Permax® comme suit:

Le 8 février 2010, le juge Strathy de la Cour supérieure de justice de l'Ontario a autorisé l'action *Banerjee v. Shire Canada Inc., Eli Lilly Canada Inc. et Eli Lilly & Company*, dossier #05-CV-293457CP (le « Recours Collectif ») en tant que recours collectif et a désigné Swapan Banerjee comme le représentant du groupe Québec défini comme suit:

Toutes les personnes résidant au Canada à qui on a prescrit et qui ont consommé le médicament Permax® (nom générique: pergolide mesylate), au Canada en tout temps avant ou à la date du jugement d'autorisation.

Un sous-groupe a été créé pour les résidents du Québec. Le sous-groupe du Québec a été défini comme suit :

Toutes les personnes résidant au Québec à qui on a prescrit et qui ont consommé le médicament Permax® (nom générique: pergolide mesylate), au Québec en tout temps avant ou à la date du jugement d'autorisation.

La requête en autorisation d'exercer un recours collectif contre l'intimée Produits Pharmaceutiques Spécialisés Draxis Inc. a été ajournée.

LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION

Le requérant et les intimées Eli Lilly Canada Inc., Eli Lilly & Company et Shire Canada Inc. (collectivement, les « Parties au Processus de négociation ») ont décidé de mettre en œuvre un Processus de négociation des réclamations des membres, en relation avec le Recours Collectif dans l'optique d'évaluer la nature des réclamations afin de déterminer si la résolution de toutes les réclamations sera possible sans la nécessité d'un procès sur les questions communes.

Si vous avez consommé le Permax et prétendez avoir subi des dommages reliés à des comportements de type compulsif, incluant, par exemple, le jeu pathologique, l'hypersexualité, l'achat compulsif, ou tout autre comportement compulsif, il est dans votre intérêt de participer au Processus de négociation proposé.

Les membres du groupe désirant participer au Processus de négociation doivent compléter et faire parvenir le document Questionnaire avant le 31 mai 2010. Ceci aidera les Parties au Processus de négociation à explorer la possibilité de résoudre toutes les réclamations des membres du groupe.

Pour les résidents des provinces autres que le Québec, le document Questionnaire peut être obtenu en ligne à: www.thomsonrogers.com/Permax/Questionnaire et être envoyé par la poste, télécopieur ou courriel à Thomson Rogers aux coordonnées ci-dessous.

Pour les résidents du Québec, le document Questionnaire peut être obtenu en ligne à: www.lauzonbelanger.qc.ca et être envoyé par la poste, télécopieur ou courriel à Lauzon Bélanger aux coordonnées ci-dessous. Les membres du groupe sont priés de contacter les procureurs du Recours Collectif au Québec, Lauzon Bélanger, afin de remplir le Questionnaire avec l'assistance d'un préposé au service aux membres.

Veillez noter que le fait de participer au Processus de négociation ne garantit pas que vous recevrez une indemnité. En participant au Processus de négociation vous n'encourez aucun frais judiciaire.

S'EXCLURE DU RECOURS COLLECTIF

Les membres du groupe qui désirent participer au Recours Collectif sont automatiquement inclus dans le Recours Collectif.

Les membres du groupe qui désirent s'exclure du Recours Collectif doivent compléter un formulaire d'exclusion et le faire parvenir par la poste, messenger ou courriel, **avant le 30 novembre 2010**, à Thomson, Rogers (résidents des provinces autres que le Québec) et à Lauzon Bélanger (résidents du Québec) aux coordonnées ci-dessous.

Aucun membre ne pourra s'exclure du Recours Collectif après le 30 novembre 2010.

Aucune exclusion d'une personne mineure ou incapable ne peut être faite sans la permission de la Cour.

LES HONORAIRES ET DÉBOURSÉS

Les procureurs du requérant ont conclu une entente avec le représentant du groupe quant aux honoraires et déboursés. L'Entente énonce que les procureurs ne recevront aucune rémunération pour leur travail à moins que le Recours Collectif réussisse ou que des honoraires soient obtenus des intimées. Pour l'Ontario, l'Entente, qui doit être approuvée par la Cour afin de devenir effective, prévoit un pourcentage de 15% du montant obtenu dans le contexte du Recours Collectif au surplus de toute contribution des intimées quant aux honoraires et déboursés judiciaires.

Les membres du groupe **ne seront pas** tenus personnellement de payer ni les honoraires ni les déboursés judiciaires.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Toute question quant aux informations contenues dans cet Avis ne devrait pas être adressée à la Cour, car sa structure administrative n'est pas conçue pour répondre à ce genre de demande. Le jugement d'autorisation et autres informations peuvent être obtenus sur les sites Internet suivant: www.thomsonrogers.com sous les rubriques «Class Action Litigation» et «Permax» ou www.lauzonbelanger.qc.ca sous les rubriques «Nos recours» et «Médicaments» ou www.cba.org/recourscollectifs ou www.tribunaux.qc.ca.

Les questions des membres du groupe résidant à l'extérieur du Québec devront être transmises par courriel, télécopieur ou téléphone à:

Darcy Merkur
Thomson, Rogers
Barristers and Solicitors
390 Bay Street, bureau 3100
Toronto, Ontario, M5H 1W2
Sans frais: 1-888-223-0448 / Télécopieur :1-416-868-3134 / dmerkur@thomsonrogers.com

Les questions des membres du sous-groupe du Québec devront être transmises par courriel, télécopieur ou téléphone à:

André Lespérance
Lauzon Bélanger Inc.
286 St-Paul Ouest, bureau 100
Montréal (Québec) H2Y 2A3
Téléphone: 514-844-4646 / Télécopieur: 514-844-7009 / info@lauzonbelanger.qc.ca

INTERPRÉTATION

Cet Avis est un résumé du jugement d'autorisation. S'il existe un conflit entre cet Avis et le jugement d'autorisation, le jugement aura préséance. Le jugement d'autorisation peut être consulté sur les sites Internet: www.thomsonrogers.com sous la rubrique «Permax® Class Action» ou www.lauzonbelanger.qc.ca sous les rubriques «Nos recours» et «Médicaments».

Cet Avis a été approuvé par la Cour supérieure de justice de l'Ontario.

CERTIFICATION NOTICE

NOTICE TO USERS OF PERMAX® CERTIFICATION OF THE PERMAX® CLASS ACTION

This Notice contains information which should interest you. Please read it carefully.

THE CLASS ACTION

This notice is directed to all individuals who have ingested Permax® (also known as pergolide mesylate), a drug formerly prescribed in Canada for the treatment of Parkinson's disease and other illnesses.

A national Class action is pending in the Ontario Superior Court of Justice seeking monetary relief relating to alleged "compulsive/obsessive behaviour, including pathological gambling" resulting from use of Permax®.

THE CERTIFICATION ORDER

The Ontario Superior Court has certified a national class action against Eli Lilly Canada Inc., Eli Lilly & Company and Shire Canada Inc. (formerly Shire BioChem Inc.) in respect of Permax® as follows:

On February 8, 2010, Justice Strathy of the Ontario Superior Court of Justice certified the action Banerjee v. Shire BioChem Inc., Eli Lilly Canada Inc. and Eli Lilly & Company, Ontario Court File #05-CV-293457CP (the "Class Action") as a class proceeding and appointed Swapan Banerjee as the representative plaintiff of the Class defined as follows:

All persons resident in Canada who were prescribed and ingested the drug Permax® (generic name: pergolide mesylate), in Canada at any time on or before the date of this order.

A sub-class for Québec residents has also been created. The Québec sub-class has been defined as follows:

All persons resident in Québec who were prescribed and ingested the drug Permax® (generic name: pergolide mesylate) in Québec at any time on or before the date of this order.

The Motion for Certification against DRAXIS Speciality Pharmaceuticals Inc., formerly DRAXIS Health Inc. was adjourned.

THE NEGOTIATION PROCESS

Plaintiff and Defendants Eli Lilly Canada Inc., Eli Lilly & Company and Shire Canada Inc. (collectively, the "Negotiation Process Parties") are implementing a Negotiation Process in connection with the Class Action in an effort to understand the nature of the claims and determine whether resolution of all the claims may be possible without the need for a common issues trial.

If you have ingested Permax® and you claim, as a result, to have suffered damages relating to impulse control behaviour, including, for example, pathological gambling, hypersexuality, compulsive shopping or spending, or any other compulsive behaviour, it is in your interest to apply to participate in the proposed Negotiation Process.

Class Members wishing to participate in the Negotiation Process must **complete and forward the Negotiation Process Questionnaire by May 31, 2010**. Doing so will help the Negotiation Process Parties explore the possibility of resolving all of the Class Members' claims.

For persons residing in any provinces outside of Québec, the Negotiation Process Questionnaire can be obtained online at: www.thomsonrogers.com/Permax/Questionnaire and be sent by mail, fax, or email to Thomson, Rogers at the address below.

For persons residing in Québec, the Negotiation Process Questionnaire can be obtained online at: www.Lauzonbelanger.qc.ca and be sent by mail, fax, or email to Lauzon Bélanger Inc. at the address below.

Please note that there is no guarantee that applying for the Negotiation Process will result in compensation to you. In participating in the Negotiation Process you will not incur any court costs.

OPTING OUT OF THE CLASS ACTION

Class members who wish to participate in the Class Action need not do anything at this time. They are automatically included in the Class Action.

Any Class member who wishes to opt out of the Class Action must do so **on or before November 30, 2010** by sending a written election signed by the Class member stating that he or she opts out of the Class Action.

For persons residing outside of Québec, the written election should be sent by pre-paid mail, courier or by email to Thomson, Rogers at the address below and for persons residing in Québec, the written election should be sent by pre-paid mail, courier or by email to Lauzon Bélanger Inc. at the address below.

No Class member will be permitted to opt out of the Class Action after November 30, 2010.

No person may opt out on behalf of a minor or a mentally incapable person without permission of the court after notice to The Children's Lawyer or the Public Guardian and Trustee, as appropriate.

LEGAL FEES AND DISBURSEMENTS

Plaintiff's counsel has entered into an agreement with the representative Plaintiff with respect to legal fees and disbursements. The agreement provides that counsel will not receive payment for their work unless the Class Action is successful or costs are received from the Defendants. The agreement, which must be approved by the Court to be effective, provides for a contingency fee of 15% of the amount recovered in the Class Action in addition to any contribution by the Defendants towards the Plaintiff's legal costs and disbursements.

Members of the Class will **not** be personally liable to pay counsel any legal fees or disbursements.

ADDITIONAL INFORMATION

Any questions about the matters in this notice should NOT be directed to the Court because their administrative structures are not designed to address this type of inquiry. The certification order and other information may be obtained online at: www.thomsonrogers.com under the headings "Class Action Litigation" and "Permax", or www.lauzonbelanger.qc.ca under the headings "Our Class Actions" and "Pharmaceutical Drugs", or www.cba.org/recourscollectifs or at www.tribunaux.qc.ca

Questions for counsel from Class Members outside of Québec should be directed by email, fax or telephone to:

Darcy Merkur
Thomson, Rogers
Barristers and Solicitors
390 Bay Street, Suite 3100
Toronto, Ontario, M5H 1W2
Toll free: 1-888-223-0448, Fax: 416-868-3134 / dmerkur@thomsonrogers.com

Questions for counsel from Québec sub-class members shall be directed by email, fax, or telephone to:

André Lespérance
Lauzon Bélanger Inc.
286 St-Paul West, Suite 100
Montréal, Québec, H2Y 2A3
Telephone: 514-844-4646, Fax: 514-844-7009 / info@lauzonbelanger.qc.ca

INTERPRETATION

This notice is a summary of terms of the certification order. If there is any conflict between the provisions of this notice and the terms of the certification order, the certification order shall prevail. The certification order may be reviewed at the website: www.thomsonrogers.com under the heading "Permax® Class Action" or www.lauzonbelanger.qc.ca under the headings "Our Class Actions" and "Pharmaceutical Drugs".

This notice was approved by the Ontario Superior Court of Justice.